



**Chambre de Commerce et d'Industrie du Var  
236 Bd Maréchal Leclerc  
83000 TOULON**

**MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE DIMENSIONNEMENT ET  
L'INSTALLATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES SUR LE TERMINAL TOULON  
CÔTE D'AZUR POUR LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
C.C.A.P**

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique

## **Article 1 - Objet du Marché – Dispositions Générales**

### **Article 1.1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre pour le dimensionnement et l'installation d'ombrières photovoltaïques sur le terminal de Toulon Côte d'Azur dans le cadre du projet RENEWPORT du programme Interreg Euro-Med pour la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **Article 1.2 - DECOMPOSITION DU CONTRAT**

Il s'agit d'un marché ordinaire.

### **Article 1.3 - TRANCHES**

Sans objet.

### **Article 1.4 - TITULAIRE DU MARCHÉ**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

Le titulaire est désigné sous le nom « Maître d'œuvre ».

Le titulaire du marché désigne à l'acte d'engagement le chef de projet ainsi que son suppléant. Ces personnes seront les interlocuteurs privilégiés du maître d'ouvrage.

Il est à noter que si le chef de projet et/ou son suppléant ne sont plus en mesure de remplir leur mission il sera fait application de l'article 3.4.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

### **Article 1.5 - SOUS-TRAITANCE**

Le maître d'œuvre est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le maître d'œuvre n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le maître d'œuvre ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues à l'article 26.2 du présent C.C.A.P.

Le maître d'œuvre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant est défini à l'article 1.19 du présent CCAP.

#### **Article 1.6 - GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

#### **Article 1.7 - CATEGORIE D'OUVRAGE ET NATURE DES TRAVAUX**

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie « construction ».

#### **Article 1.8 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE**

Le marché aura pour objet l'exécution des missions de maîtrise d'œuvre suivantes définies par le livre IV de la partie 2 du code de la commande publique. Ces missions sont complétées et précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières :

DIAG/AVP	Diag /Avant-projet
PRO	Projet
Dossiers administratifs	Montage et dépôt des dossiers réglementaires aux services dédiés, permis de construire
ACT/DCE	Assistance pour la passation du contrat de travaux et dossier de consultation des entreprises
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
EXE quantitatifs	Etudes d'exécution et de synthèse limité aux quantités
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination

#### **Article 1.9 - OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE**

Quelle que soit l'étendue de sa mission, le maître d'œuvre est tenu à un devoir de conseil et une obligation de surveillance. En sa qualité de spécialiste, il est réputé connaître et appliquer l'ensemble des textes qui régissent les prestations qu'il est amené à exécuter.

#### **Article 1.10 - INTERVENANTS**

##### **1.10.1 - Maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

### **1.10.2 - Conduite d'opération**

Direction des Ports CCI Var.

### **1.10.3 - Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.**

*L'opération, objet du présent marché relève du niveau II au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).*

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs conformément à la législation en vigueur.

Dans le cadre de son marché, le Maître d'œuvre doit fournir au Coordonnateur SPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de la mission de celui-ci et tenir compte des avis de celui-ci.

Le maître d'œuvre devra inviter le Coordonnateur SPS à toutes les réunions et lui transmettre tous les documents concernant sa mission.

Tout différend entre le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage pour arbitrage.

Le nom du titulaire de cette prestation sera communiqué au maître d'œuvre par ordre de service dès qu'il sera connu.

#### **Moyens donnés au coordonnateur SPS :**

- Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'oeuvre pour ses différentes réunions.

- Obligations du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution.
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- le calendrier détaillé d'exécution

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission.
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, arrêtées par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui sera annexé au présent marché.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

### **Article 1.11 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX**

La dévolution des travaux peut être prévue en lots distincts.

En fonction des contraintes du maître d'ouvrage, les travaux pourront être composés de tranches fermes et de tranches optionnelles.

### **Article 1.12 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION**

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC sera exécutée par le maître d'œuvre.

### **Article 1.13 - ETUDE DE SOLS**

Sans objet.

### **Article 1.14 - UTILISATION DES RESULTATS**

Les dispositions des articles 22 à 24 du CCAG Maîtrise d'œuvre s'appliquent.

### **Article 1.15 - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" applicable au marché de travaux, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG Maîtrise d'œuvre et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

### **Article 1.16 - ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification de son marché, le maître d'œuvre devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris les co-contractants.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le maître d'œuvre devra notamment justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

Il s'engage à obtenir des assureurs la renonciation à toute application de règle proportionnelle.

Le maître d'œuvre s'engage à obtenir de ses cotraitants ou sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

Le maître d'œuvre s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Il devra également fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si le maître d'ouvrage, compte tenu des risques particuliers de l'opération, estime que la garantie est insuffisante. Le maître d'ouvrage en avertit le maître d'œuvre par ordre de service dans le mois de la notification du présent marché, au plus tard.

En cas de décision du maître d'ouvrage de souscrire une police unique de chantier, l'ordre sera notifié au maître d'œuvre fixant les modalités de participation du maître d'œuvre à ladite police unique de chantier.

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier et une police dommages ouvrage.

## **Article 1.17 - PERSONNEL INTERVENANT**

Le responsable de la mission du titulaire est indiqué dans l'acte d'engagement.

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. De plus, il n'existe aucun rapport hiérarchique entre les agents du titulaire et la CCI du var.

### **1.17.1 - Equipe affectée**

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes dont les profils sont joints à l'offre. Il apporte des garanties de stabilité concernant l'équipe dédiée et s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir ces personnes sur toute la durée du marché.

Par conséquent, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le titulaire doit impérativement en aviser le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit proposer un remplaçant ayant une qualification de niveau et de compétences équivalents et procède au remplacement du personnel dans les 15 jours maximum.

En cas de non-remplacement, la CCI du Var se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire et de nommer un remplaçant aux frais et risques du titulaire en application de l'article 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

### **1.17.2 - Responsable de la mission**

En cas d'absence prolongée ou de départ du responsable de la mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

### **1.17.3 - Récusation du personnel**

Pendant toute la durée de la mission, CCI du Var se réserve le droit de demander au Titulaire de récuser les personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. La CCI du Var doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées à l'article 1.17.1 du présent CCAP.

### **Article 1.18 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES ESSENTIELLES**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG Maîtrise d'œuvre s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

### **Article 1.19 - PRINCIPES GENERAUX APPLICABLES AUX PENALITES ET PENALITES PARTICULIERES**

Les pénalités stipulées au présent marché s'appliquent sur décision du maître d'ouvrage, lequel peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas le maître d'ouvrage de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le maître d'œuvre s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre et pour l'ensemble des pénalités indiquées au présent marché le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Toutefois le maître d'œuvre est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € pour l'ensemble du marché.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire application des pénalités sans mise en demeure préalable et sans inviter le maître d'œuvre à présenter ses observations.

Ces pénalités seront déduites du montant que le maître d'ouvrage s'est engagé à verser au maître d'œuvre en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

En sus des pénalités, indiquées aux articles suivants, le maître d'œuvre s'expose aux pénalités suivantes :

Pénalités pour retard de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants : 100 € par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard de communication de la convention de groupement et ses éventuels avenants : 100 € par jour calendaire de retard.

## **Article 1.20 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Maître d'œuvre tiendra compte des préoccupations et caractéristiques environnementales pour les choix de procédés qui seront mis en œuvre par les entreprises de travaux pour la réalisation de l'opération.

Le maître d'œuvre s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales.

Le titulaire du marché s'assurera du respect des mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier. Il devra prescrire toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollution de toutes natures, tant atmosphériques, que terrestres ou aquatiques, notamment sur le chantier et en dehors des emprises de chantier.

## **Article 1.21 - PROTECTION DE LA SANTE - CRISE SANITAIRE**

Les prix du présent marché tiennent compte des dépenses liées au respect des mesures sanitaires concernant la sécurité et la protection de la santé y compris celles liées à la crise du COVID-19, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

## **Article 2 - Pièces constitutives du marché**

### **Article 2.1 - LES PIECES CONSTITUTIVES**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- a. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- b. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- c. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- d. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- e. Les ordres de services
- f. Le planning enveloppe prévisionnelle de l'opération,
- g. Les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux,
- h. L'offre technique du candidat
- i. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.



## **Article 2.2 - DOCUMENTS POSTERIEURS A LA NOTIFICATION**

Pour diriger l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage délivre au maître d'œuvre des ordres de service. Ces ordres de services sont écrits, datés, signés par le représentant du maître d'ouvrage. Ils sont remis conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'une décision appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître de l'ouvrage dans un délai de quinze jours calendaires.

## **Article 3 - TVA**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés en distinguant le montant hors taxes et le montant de la TVA au taux conforme à la réglementation en vigueur.

# **CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

## **Article 4 - Forfait de rémunération du titulaire**

La rémunération du marché est forfaitaire.

### **Article 4.1 - FIXATION DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION**

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel est établi.

Le coût prévisionnel tel qu'il est défini à l'article 10 du présent CCAP est proposé par le maître d'œuvre après études d'avant-projet (AVP).

Si le coût prévisionnel proposé est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage, la notification de la décision de réception par le maître de l'ouvrage de l'élément AVP vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Si le coût prévisionnel proposé n'est pas égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, l'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel, tel que prévu à l'article 10, fixe également le forfait définitif de rémunération.

Le forfait définitif de rémunération est établi conformément à l'article 4-3 de l'acte d'engagement.

### **Article 4.2 - DISPOSITIONS DIVERSES**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission et comprend, notamment, le coût définitif des assurances du titulaire.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le coût prévisionnel est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 des études figurant à l'acte d'engagement.

## **Article 5 - Prix**

### **Article 5.1 - FORME DU PRIX**

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 5-5 ci-après.

## **Article 5.2 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE**

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $m_0$  qui précède le mois fixé pour la date limite de remise des offres (mois zéro- $m_0$ ).

## **Article 5.3 - CONTENU DU PRIX**

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiées dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiées aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement de la prestation ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

## **Article 5.4 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE**

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I (base 2010).

## **Article 5.5 - MODALITES DE REVISION DES PRIX**

En application de l'article 10.1 du CCAG MOE le prix est révisable lorsque la durée d'exécution est supérieure à trois mois.

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule ci-après :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_m / I_0)$$

dans laquelle  $I_0$  : index ingénierie du mois  $m_0$  Etudes (mois d'établissement des prix)

$I_m$  : index ingénierie du mois  $m$  (mois de révision).

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur.

Etant précisé que les dates à prendre en compte pour la revalorisation des honoraires liés aux études avant-projet et de projet, à l'assistance pour la passation des contrats de travaux seront à l'achèvement de la phase.

## **Article 6 - Règlement des comptes**

### **Article 6.1 - REMUNERATION DES ELEMENTS DE MISSION**

La rémunération des éléments de mission est fixée à l'acte d'engagement.

### **Article 6.2 - AVANCES**

Aucune avance ne sera versée.

### **Article 6.3 - ACOMPTES**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

#### **6.3.1 - Pour l'établissement des documents d'études suivants (DIAG, AVP, PRO, Dossiers administratifs, Quantitatif/EXE)**

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2 du présent CCAP.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments : DIAG et AVP seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement des acomptes relatifs aux éléments PRO et QUANTITATIF/EXE à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments DIAG et AVP.

#### **6.3.2 - Pour l'exécution du VISA**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- 30 % sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'œuvre ;
- 70 % sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires.

#### **6.3.3 - Pour l'exécution de prestations ACT**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 60 %,
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40 %.

#### **6.3.4 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)**

##### **a. Élément DET (Direction des Travaux)**

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 80%.
- à la date de la notification à l'entreprise par le maître de l'ouvrage du décompte général et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 20 %.

##### **b. Élément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement).**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- 1 - à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception, accompagné de la proposition du maître d'œuvre : 40%,

2 - à la remise du dossier unique des ouvrages exécutés pour l'ensemble de l'opération : 20 %

3 - à l'achèvement des levées de réserves : 20 %

4 - à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage-: 20 %.

### **6.3.5 - Rémunération de l'élément OPC**

Le montant de chaque acompte relatif à cet élément de la mission considéré comme constituant de la phase technique d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché proportionnellement à l'avancement des travaux.

### **6.3.6 - Montant de l'acompte**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques dont la fréquence est déterminée à l'article 6.3 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs.

Chaque décompte sera établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique. L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique. Le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique. Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA, il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent CCAP.
- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le maître d'ouvrage dispose d'un mois à partir de la réception du décompte pour faire connaître, par écrit, au maître d'œuvre, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui.

Le maître d'œuvre dispose ensuite de quinze jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois.

d. Acompte périodique. Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;

2° l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente,

3° l'incidence de la TVA ;

4° le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1,2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

#### **Article 6.4 - SOLDE**

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

##### **6.4.1 - Décompte final**

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
  - b. la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 20 du présent CCAP ;
  - c. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
  - d. la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale au poste *a* diminué des postes *b* et *c* ci-dessus.
- Ce résultat constitue le montant du décompte final.

##### **6.4.2 - Décompte général – Etat du solde**

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ci-dessus ;
- b. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. le montant, en prix de base hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. l'incidence de la TVA ;
- e. l'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes *c*, *d* et *e* ci-dessus ;
- f. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

#### **Article 6.5 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de décompte.

Les projets de notes d'honoraires seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage et qui sera fourni au titulaire ou au mandataire au démarrage de la mission.

Chaque demande comportera le compte rendu d'avancement de la mission considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

#### **Remise des factures sous format dématérialisé :**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Ces catégories d'entreprises sont celles prévues pour l'application de l'article 51 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 modifiée de modernisation de l'économie.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

## CHAPITRE III – DELAIS – PENALITES POUR RETARD - DOE

### Article 7 - Délais – Pénalités phase « Etudes » et DOE

#### Article 7.1 - Etablissement des documents d'étude

##### 7.1.1. Délais

Les délais d'établissement des documents d'étude sont fixés comme suit :

ELEMENTS OU PARTIE D'ELEMENT DE MISSION	DELAJ MAXIMAL FIXE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE
DIAG/AVP	<b>4 semaines</b> après notification du marché ou à compter de la date de notification de commencement des prestations
PRO : Etudes du Projet et QUANTITATIF/EXE	<b>2 semaines</b> après validation de la phase AVP
ACT : Etablissement du DCE	<b>3 semaines</b> après validation de la phase PRO
ACT : Rapport d'analyse des offres	<b>2 semaines</b> : après transmission des offres des entreprises soumissionnaires
DOE : Remise du dossier des ouvrages exécutés	<b>2 semaines</b> après la date de réception des travaux

##### 7.1.2. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16 du CCAG Maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour calendrier de retard est fixé par rapport au montant du marché à :

- DIAG/AVP : ..... 100 €
- PRO / QUANTITATIF / EXE : ..... 150 €
- DCE : ..... 150 €
- Rapport d'analyse des offres : ..... 50 €
- DOE : ..... 50 €

##### 7.1.3. Contenu du DOE

Le maître d'œuvre prévoira dans les marchés de travaux toutes les dispositions pour obtenir des dossiers complets, comprenant des documents fiables et remis dans les délais.

##### 7.1.3.1. Documents à produire par les entreprises

Le maître d'œuvre établit la liste détaillée des documents à fournir par l'entreprise de façon à ce que cette liste soit incluse dans le CCAP (ou CCTP) du marché de travaux.

##### 7.1.3.2. Délais de remise des documents par les entreprises

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre :

- les plans conformes aux ouvrages exécutés et les plans de récolement au fur et à mesure de la réalisation des travaux,
- Les notices techniques, de fonctionnement et d'entretien au moment du choix sur échantillon du maître d'ouvrage.

La remise des documents sera planifiée et contractualisée au même titre que la planification des travaux.

#### **7.1.4. Vérification des documents par le maître d'œuvre (DOE)**

Les documents étant collectés en cours de chantier, le maître d'œuvre devra systématiquement vérifier leur conformité avec la réalité : modifications éventuelles reportées sur les plans, et corrections correspondantes apportées au CCTP. Puis le maître d'œuvre devra apposer son visa sur chaque document de l'un des exemplaires du DOE.

### **ARTICLE 7.2 - RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES**

#### **7.2.1. Présentation des documents**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

#### **7.2.2. Nombre d'exemplaires**

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Document	Nombre d'exemplaires dont 1 reproductible sur support informatique (1)
DIAG	1
AVP	1
Dossier de Permis de Construire	1 exemplaire + nombre à définir par le service instructeur
PRO / QUANTITATIF/ EXE	1
DCE	1
DOE	1

(1) format conventionnel en fichier (.doc) ou (.pdf) pour les fichiers texte et (.dwg) pour les plans.

Le maître d'œuvre devra fournir un exemplaire du CCTP traduit en Anglais et 1 plan de phasage travaux traduit en Anglais.

#### **7.2.3. Délais**

En application de l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, la décision par le maître de l'ouvrage d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

- DIAG : 2 semaines
- AVP : 2 semaines
- PRO / QUANTITATIF / EXE : 2 semaines
- DCE : 2 semaines
- DOE : 2 semaines



Ces délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **Article 8 - Phase travaux**

### **ARTICLE 8.1 - VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021) à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021) le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

#### **8.1.1. Délai de vérification**

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

#### **8.1.2. Pénalités pour retard**

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux, par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1000 du montant de l'acompte des travaux correspondants. Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalités} = \frac{M \times T \times X (R + 15)}{360 \times 100}$$

dans laquelle :

M : montant de l'état d'acompte ;

T : taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale Européenne majoré de 8 points

R : retard en nombre de jours.

## **ARTICLE 8.2 - VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021).

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux (approuvé par arrêté du 30 mars 2021), le décompte général.

### **8.2.1. Délai de vérification**

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général, est fixé à 10 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

### **8.2.2. Pénalités pour retard**

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/500 du montant du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

## **ARTICLE 8.3 - INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION**

### **8.3.1. Délai d'instruction**

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

### **8.3.2. Pénalités pour retard**

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 1/1000 du montant de la réclamation.

## **Article 9 - Délais et pénalités particulières**

### **ARTICLE 9.1 – VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRENEURS**

Le délai imparti au maître d'œuvre pour viser les études d'exécution de l'entrepreneur est de **5 jours ouvrés** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents.

Si le délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **50,00 €**.

## **ARTICLE 9.2 – ETABLISSEMENT DES COMPTES-RENDUS DE REUNION**

Le maître d'œuvre établit les comptes-rendus de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de **3 jours ouvrés** à compter de la date de la réunion.

Si le délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **100,00 €**.

## **ARTICLE 9.3 – OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION**

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions du CCAG-Travaux.

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que l'entreprise ait avisé simultanément le Président de la CCI du Var et le maître d'œuvre de cet achèvement.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de **10 jours** à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et du représentant de la CCI du Var.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque contrat de travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de **5 jours** à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au Président de la CCI du Var la réception.

Si les délais susmentionnés ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à **100,00 €**.

## **ARTICLE 9.4 – EXAMEN DES DESORDRES PENDANT LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre disposera d'un délai d'une semaine pour procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage et rédiger le rapport correspondant.

Une pénalité de **100,00 €** par jour ouvré est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

## CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

### Article 10 - Cout prévisionnel des travaux

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'avant-projet (AVP).

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage, à l'exclusion :

- du forfait de rémunération du maître d'œuvre,
- du coût des études préliminaires ou contrats d'assistance à maîtrise d'ouvrage passés par ce dernier : contrôle technique, coordination SPS, études géotechniques, levé topographique, ...
- des frais administratifs pour les prestations ressortant du maître d'ouvrage.
- de tous les frais financiers.

Si le coût prévisionnel C proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de l'élément AVP est supérieur à l'enveloppe financière Co arrêtée par le maître de l'ouvrage à l'article 4-2 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Si le coût prévisionnel proposé par le maître d'œuvre est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception par le maître d'ouvrage de l'élément AVP vaut transformation de l'enveloppe financière affectée aux travaux en coût prévisionnel.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel.

### Article 11 - Conditions économiques d'établissement des prix

Le coût prévisionnel des travaux C est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Etudes) fixé par l'acte d'engagement.

### Article 12 - Tolérance sur le cout prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de **2 %**.

### Article 13 - Seuil de Tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

## **Article 14 - Coût de référence des travaux**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux (coût de référence) tel qu'il résulte de la consultation.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre (ou des offres) considérée(s), tous critères confondus, comme la (ou les) plus avantageuses (s) par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index TP 01 pris respectivement au mois mo études du marché de maîtrise d'œuvre et au mois mo des offres de travaux ci-dessus.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de **10** jours calendaires suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai maximal de **5** jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation des entreprises.

<b>CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX</b>
--

## **Article 15 - Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation des travaux est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

## **Article 16 - Conditions économiques d'établissement**

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

## **Article 17 - Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de **2 %**.

## **Article 18 - Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 17 ci-dessus.

## **Article 19 - Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement des travaux est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, et hors révisions de prix.

## **Article 20 - Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance**

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 18, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multipliée par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération définitif (t') multiplié par deux.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## **Article 21 - Mesures conservatoires**

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 18 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

## **Article 22 - Ordres de service**

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de :

**5 jours**

dans les conditions précisées au CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de démarrage de la période de préparation et de l'exécution des travaux, ou de prorogation de délais,
- au passage à l'exécution d'une tranche optionnelle,
- à une modification du programme initial entraînant une modification du projet,
- à une modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage,
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus,
- au choix des matériaux ou des produits de remplacement,
- à la modification des dispositions des marchés de travaux.

sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître d'ouvrage.

Les ordres de service dont copie doit être remise au maître d'ouvrage, sont consignés dans un registre afin de pouvoir vérifier à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Pour un remplacement de produit, de matériaux ou la réalisation de travaux nouveaux, le maître d'œuvre établit, dans les cinq jours ouvrés qui suivent le fait générateur un rapport au maître de l'ouvrage précisant :

- les circonstances qui motivent la proposition de modification ;
- la ou les solutions que propose le maître d'œuvre ;
- les conséquences techniques de chaque solution ;
- l'estimation financière tant sur le coût d'investissement que sur les coûts d'exploitation ;
- l'incidence sur le coût prévisionnel ou le coût de réalisation.

### **Article 23 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément à l'article 6 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

### **Article 24 - Suivi de l'exécution des travaux**

Conformément aux dispositions de l'article 1.8 du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

## **CHAPITRE VI – ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES**

### **Article 25 - Arrêt de l'exécution de la prestation**

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de missions tels que définis à l'article 1.8 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **Article 26 - Résiliation du marché**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG Maîtrise d'œuvre avec les précisions suivantes :

#### **Article 26.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisés des prestations reçues, un pourcentage de 4 %.

## **Article 26.2 - RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, le maître d'ouvrage sera en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

La résiliation sera notifiée au maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Elle prendra effet, conformément à l'article 27 du CCAG Maîtrise d'œuvre à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le maître d'œuvre des pénalités de retard.

Par ailleurs le maître d'ouvrage sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

En complément des dispositions du présent article, par dérogation à l'article 30 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel. Dans ce cas, les prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage seront rémunérées avec un abattement de 20%.

## **Article 26.3 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Les dispositions de l'article 34 du CCAG Maîtrise d'œuvre s'appliquent.

## **Article 27 - Clauses diverses**

### **Article 27.1 - NON VALIDITE PARTIELLE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### **Article 27.2 - REFERENCES**

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

### **Article 27.3 - ANNEXES AU MARCHÉ**

Les annexes au marché en font partie intégrante.

### **Article 27.4 - LANGUE**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.



## **Article 27.5 - NOTIFICATION ET MISES EN DEMEURE**

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1 et 3.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

## **Article 27.6 - MODIFICATIONS DE LA REGLEMENTATION**

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

## **Article 27.7 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT**

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations du présent CCAP s'appliquent à l'ensemble des membres du groupement.

En conséquence, les articles du CCAG Maîtrise d'œuvre, traitant de la résiliation aux torts du maître d'œuvre (article 30) et les autres cas de résiliation (article 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

## **Article 27.8 - SAISIE-ARRET**

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

## **Article 27.9 - CLAUSES DE REEXAMEN**

### **27.9.1 - Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles,
- cession de contrat pour tout motif notamment en cas de remplacement d'un ou plusieurs membres du groupement.

La proposition de remplacement doit être préalablement acceptées par l'ensemble des membres du groupement, y compris le membre remplacé.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

### **27.9.2 - Evolution de la réglementation**

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché.

Le maître d'œuvre n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 10% du montant du marché, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

### **Article 27.10 - REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent.

### **Article 28 – Recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires**

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

### **Article 29 - Dérogations au CCAG-MOE**

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 1.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre. A titre non limitatif, les dérogations au CCAG Maîtrise d'œuvre explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

<b>ARTICLES</b>	<b>C.C.A. P</b>	<b>C.C.A.G. Maîtrise d'œuvre</b>
Groupement d'opérateurs économiques	art. 1.6	art. 3.5
Personnel intervenant / Conduite des prestations	art. 1.17	art. 3.4.3
Pièces constitutives	art. 2.1	art. 4.1
Documents postérieurs à la notification	art. 2.2	art. 3.8.1
Prix	art. 5.2	art. 10.1
Acomptes	art. 6.3	art.11.2 ; 11.5
Pénalités	art. 1.19. 7.1.2, 8.1.2, 8.2.2, 8.3.2, 9.1 à 9.4	art. 3.5 ; 3.6.3 ;16
Vérifications	art. 7.2.1	art. 20.4.2
Résiliation	art. 26.2	art. 30